INTERNET

Ce qu'a coûté la coupure

La ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication a estimé le préjudice financier engendré par la coupure du câble de la fibre optique Annaba-Marseille à près de 100 millions de dinars par jour. Houda Faraoun a, par ailleurs, annoncé le démarrage en novembre prochain du projet de réalisation de deux câbles en fibre optique sous-marin Oran-Valence et Alger-Valence. Selon elle, l'Algérie sera connectée via Valence au plus tard en février 2017 pour augmenter ses capacités en débit.

Salima Akkouche - Alger (le Soir) - Après avoir annoncé le rétablissement, mardi dernier, du service internet d'Algérie Télécom, l'heure est au bilan.

La ministre des Postes et des Technologies de l'information et de la communication a indiqué, hier, lors d'une conférence de presse que le coût du préjudice financier engendré pour Algérie Télécom suite à la rupture du câble sous-marin SMWE4 reliant Annaba et Marseille, survenue jeudi dernier, est estimé à environ 100 millions de dinars par jour.

Le préjudice, dit-elle, est cependant beaucoup plus important à cause «des dommages collatéraux causés aux opérateurs économiques». «Nous allons lancer une enquête pour identifier l'identité du navire coupable de cette coupure et Algérie Télécom va engager une procédure judiciaire pour exiger des dédommagements», a indiqué Houda Faraoun. Elle a affirmé qu'Algérie Télécom va, cependant, assumer ses responsabilités envers ses abonnés et en guise de compensation pour la période de perturbation du réseau internet, l'opérateur leur accordera six jours de connexion gratuite.

La coupure, dit-elle, a duré six jours mais au total, les travaux de réparation se sont étalés seulement sur deux jours. «On a été le plus efficace possible et s'il y a une prochaine fois, on le sera encore plus», a affirmé la ministre qui estime qu'il faudra interdire le passage des navires par cette zone en multipliant les accès. D'ailleurs, dit-elle, dans le but de parer dans l'avenir à d'éventuels problèmes de ce genre, les capacités de l'Algérie en débit seront augmentées.

Photo : DR

Algérie Telecoms'engage à assumer ses responsabilités envers les abonnés.

L'intervenante a indiqué qu'une réunion est prévue lundi prochain à son département pour lancer le projet de réalisation de deux câbles sous-marins Oran-Valence et Alger-Valence (Espagne).

Le démarrage des travaux qui vont durer 14 mois est prévue pour novembre prochain et la réception du projet est prévue pour janvier ou au plus tard en février 2017, a indiqué la ministre. D'une longueur de 550 km, le coût de ce projet, dit-elle, est estimé à 36 millions d'euros dont 26 millions d'euros pour le câble Oran-Valence et 10 millions d'euros pour Alger-Valence.

«Nous aurons un meilleur débit et des prix en baisse, avec les grands projets prévus pour 2016», a promis la ministre qui a également parlé du projet de renforcement des lignes terrestres entre l'Algérie et la Tunisie.

S. A.

Les entreprises évaluent les dégâts

Router partiellement le trafic vers le câble Alger-Palma n'a pas réellement allégé l'impact des perturbations internet sur l'activité des entreprises. Particulièrement celles activant principalement ou encore exclusivement sur la toile informatique. Les pertes sont de poids et les compenser leur impose beaucoup de pressions.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Développer un climat d'affaires favorable à l'accueil d'investissements locaux et étrangers passe d'abord par faciliter la tâche aux entreprises déjà présentes. Pour que celles-ci puissent constituer par la suite un levier de communication crédible.

La coupure d'internet de près d'une semaine est loin d'être une banalité pour des jeunes entreprises comme : Ouedkniss, Guiddini, Jumia, Kaymu, Lamudi, DZboom et autres.

La start-up HelloFood, un site de commande de repas en ligne et de livraison à domicile sur la région d'Alger, en a sensiblement ressenti l'impact en amont et en aval. D'une part, les clients n'ayant pas accès à internet ne pouvaient naturellement pas passer leurs commandes ; d'autre part, l'entreprise n'était pas en mesure de traiter celles qui se faisaient par le biais de leur application mobile avec le service 3G. «Le délai court», leur cheval de bataille, s'est trouvé confronté à un véritable «imprévu» bousculant leur politique communicationnelle, commerciale et l'ensemble de leur système logistique.

La responsable commerciale de la start-up affirme à cet effet avoir perdu plus de 50% des commandes durant la période de perturbation. Cependant, elle dit revenir graduellement au niveau habituel avec le rétablissement du service internet mais la semaine perdue l'est définitivement et c'est le niveau du bénéfice qui en sera altéré.

C'est dans le même scénario qu'a également évolué l'entreprise Jovago, spécialisée dans la réservation d'hôtel sur internet. Le directeur général révèle un «réel chamboulement» du système dans son ensemble. Evidemment, la quasi-totalité de la clientèle étant locale, c'est la poignée de clients étrangers qui «a maintenu en vie» l'organisation. Ceci tout en soulignant que ce n'était «pas vraiment énorme» non plus. L'entreprise fonctionnait «au ralenti». Ignorant la date précise de la réhabilitation du net, l'entreprise vivait dans un climat «franchement frustrant». Par ailleurs, avec le retour de la connexion internet, les réservations ont repris «d'emblée» et à un niveau supérieur qu'en temps normal, avoue-t-il. Les clients ont certainement attendu ce rétablissement pour effectuer leurs réservations et déplacements, selon lui.

Pourtant, subsiste encore la crainte vis-à-vis de la reproduction d'un tel «drame», confient les deux responsables. Ce n'est pas un service internet «à la coréenne» qui est exigé mais «un minimum» de stabilité des infrastructures de base pour que les entreprises puissent exploiter pleinement leur potentiel. En effet, ce n'est pas un éventuel «dédommagement» des jours de perturbation qui intéresse tant les investisseurs. C'est la prise en main de «véritables dispositions» pour éviter ce type «d'embêtements» à l'avenir qui est espéré.

Ces soucis qui ne doivent normalement plus être problématiques mais considérés comme des acquis pour développer davantage le climat des affaires en Algérie.

N. B.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES À ORAN :

«Nous voulons créer un pôle mécanique des voitures»

Prenant part hier en fin d'après-midi à la clôture du Salon international des énergies renouvelables, des énergies propres et du développement durable, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslam Bouchouareb qui revenait directement de Paris à l'issue de sa rencontre avec le Medef-International, s'est dit fier d'annoncer que le projet de Peugeot en Algérie sera implanté à Oran, à 10 km de l'usine Renault.

Pour le ministre, ce choix est motivé par la volonté de créer, dit-il, un pôle mécanique de voitures.

«Lorsque quelqu'un vient construire Renault, Peugeot, d'autres viendront, cette région pourra permettre au marché de supporter une industrie de la sous-traitance ce qui n'était pas le cas avant.».

Pour le ministre si l'on compte la production de 25 000 véhicules/an de Renault ajoutant à cela 40 000 de Peugeot en ajoutant ce qui se fait à Sidi-Bel-Abbès, cela va créer les conditions pour une industrie de la sous-traitance. Sur un autre volet, M. Bouchouareb a évoqué ce qu'il qualifie de choc externe subis par l'économie nationale du fait de la baisse du prix du baril de pétrole qui rend dit-il «plus impératif la question de la recherche de moteur innovant. Mettant en valeur les avantages comparatifs naturels de notre pays.»

L'ambition du gouvernement n'est pas aisé dira le ministre en ce qui concerne le projet d'élever la part du renouvelable à 27% de la production de l'électricité dans l'horizon 2030 contre 3% aujourd'hui. «Le chalenge est important, le défi aussi et l'ambition est grande. Nous voulons à cet horizon porter notre capacité du renouvelable à 22000 MW.»

Photo : Smir Sid

Abdesselam Bouchouareb, ministre de l'Industrie et des Mines.

A cet effet dira le ministre, le gouvernement a pour objectif le développement de la filière industrielle compétitive en l'accompagnant de manière ciblée.

«Les aides les plus importantes seront données aux industries naissantes aussi bien en financement qu'en termes de ressources du foncier industriel», dit-il.

Amel Bentolba